

NEWS



ARCELOMITTAL

La grande muette

Luc Caregari

La tactique du salami ne prend plus vraiment. C'est ce que l'on peut retenir de la stratégie de (non-)communication qu'emploie Arcelormittal. Entre-temps, les fronts du conflit social s'élargissent.

« Non, on ne peut pas communiquer sur le plan Omega, ni sur Lean », clarifie d'emblée l'homme de presse d'Arcelormittal Luxembourg, Arne Langner, « sauf vous dire qu'il s'agit d'une approche destinée à accroître la productivité du groupe ». Et dans la novlangue managériale employée par les officiels d'Arcelormittal, « l'accroissement de la productivité » rime souvent avec licenciements, ce qu'il n'est pas vraiment nécessaire de répéter ici. Mais l'heure n'était pas aux mauvaises nouvelles ce mercredi après-midi dans la centrale du géant de l'acier au Rousegärtchen, où le groupe a présenté son « Rapport 2011 sur la Responsabilité d'Entreprise ». Un rapport qui se lit pourtant comme un document provenant d'une autre planète, tant tout ce qui y est décrit est essentiellement positif. Seul point critique admis : le taux de fréquence des accidents entraînant un arrêt de travail. Dans les usines luxembourgeoises, il est de 2,87, alors que la moyenne du groupe est de 1,43. « Nous n'avons aucune excuse pour cela, ni d'explication », fut le commentaire. Pourtant, le taux a baissé, puisqu'en 2010, il était de 3,06. Ce qui s'explique aussi par les arrêts « temporaires » à Schiffange et Rodange tout comme les meilleurs résultats en ce qui concerne les émissions de CO₂ - si on produit moins, on pollue moins, c'est logique.

Pour le reste, la présentation du rapport s'est concentrée sur une ribambelle de bienfaits d'Arcelormittal, comme sa fondation, les formations continues - qui sont tout de même des obligations légales - et les innovations : de nouvelles palplanches, le produit-phare d'Arcelormittal Luxembourg, qui sont utilisées pour des projets aussi prestigieux que le Burj al-Arab à Dubaï ou encore le Freedom

Tower. Malheureusement, le futur ne sera pas aussi prestigieux pour les cadres d'Arcelormittal : suite à la réunion du comité d'entreprise européen, qui s'est tenue au même moment que la conférence de presse, on ne peut que dire que les plans « Lean » et « Omega » vont inévitablement faire des dégâts au Luxembourg, mais pas quand et combien - toutes les décisions seront prises courant 2014. Mais elles concerneront les quelque 1.000 employé-e-s Arcelormittal, sur les 5.197 en tout, qui travaillent dans les ressources humaines, la vente, l'informatique ou encore la recherche et le développement - ce qui est un très mauvais signe. Entre-temps, Valérie Massin, responsable entre autres pour le dialogue social, a du moins pu donner quelques chiffres concernant les cellules de reclassement (CDR). En ce moment, quelque 500 personnes s'y trouvent, dont une partie seulement a pu être réaffectée à des postes pérennes, tandis que d'autres sont partis en préretraite (payées par l'Etat tout comme les CDR), d'autres encore se sont vus assignées des missions temporaires et finalement une partie a été sous-traitée. On le voit, quand Arcelormittal parle dans son rapport d'« investissement dans nos salariés », cela ne concerne pas vraiment ceux dont on veut se débarrasser pour des raisons de « productivité ». D'ailleurs, ni Valérie Massin, ni Arne Langner n'ont voulu commenter les rumeurs autour des investissements à Belval - un nouveau train promis - qui ne seraient plus d'actualité. Quand on sait que le ministre de l'économie Etienne Schneider voit ces investissements comme une condition sine qua non de la continuation des financements des CDR et préretraites par l'Etat, on peut dire que cette question risque de devenir essentielle dans les mois et années à venir.

En tout cas, Arcelormittal a de plus en plus de mal à maintenir sa façade de « corporate identity », derrière laquelle se profile le visage hideux du néolibéralisme industriel.

SHORT NEWS

Au lycée comme à la maternelle

Après l'Apress, le SEW. Il y a deux semaines de cela, le syndicat enseignant Apress avait alerté l'opinion publique de plusieurs dysfonctionnements présumés au sein du Lycée Ermesinde à Mersch (anciennement « Neie Lycée » - voir woxx 1170). Désormais, c'est au tour du syndicat SEW d'entrer en piste. Et pour cause : l'enseignante au centre du conflit en est membre. Il n'est donc pas étonnant que le SEW prenne à son tour position dans un communiqué de presse. Il y décrit l'enseignante en question comme « hautement qualifiée et pédagogiquement engagée », victime, selon lui « de faits graves ». Ainsi, elle aurait été remplacée comme professeur de biologie dans une classe de 1ère C suite à des réclamations de cinq élèves et de leurs parents, remplacement qui aurait par la suite été annulé. Ensuite, elle aurait été substituée par un chargé de cours comme membre de la commission d'examen. Tout cela sans qu'elle n'ait été entretenue de son cas par la direction. Sur les ondes de RTL, le directeur du lycée maintient qu'il était dans son bon droit et relativise fortement le caractère engagé de l'enseignante qui n'aurait donné que cinq à six heures de cours par semaine et ce « en-dehors du lycée ». Au-delà de la question de connaître le degré de compétence de l'intéressée, il serait tout de même intéressant de savoir si les dispositions légales ont été respectées. Car elles valent aussi - et surtout - en cas de litige.

Manif à Belval : Contre la Liaison Micheville

Ce vendredi 13 juillet, les responsables politiques de la France et du Luxembourg invitent au lancement des travaux de la liaison Belval vers l'autoroute A30. Un certain nombre d'ONG luxembourgeoises et françaises s'étonnent que les acteurs politiques - dont le ministre du développement durable Claude Wiseler - invitent à un tel événement, tout en sachant que dans ce dossier, le droit européen a été violé de façon flagrante, que cette construction aura des répercussions extrêmement graves sur des sites d'une beauté naturelle extraordinaire avec des espèces rares devant être protégées et qu'il mettra en cause les sites Natura 2000 du côté luxembourgeois. Sans oublier que des alternatives de tronçon moins coûteuses et plus respectueuses de l'environnement existent. Ces ONG invitent à une action de protestation lors de cette inauguration hautement contestée. Rendez-vous est donné sur la plate-forme basse de Micheville à 11 heures. Par mauvais temps, les manifestants suivront le groupe officiel vers la salle Agora à Russange. Ils pourront alors probablement rejoindre les membres du CSV de Esch-Alzette qui se réjouissent de ces débuts de travaux. Dans un communiqué la section constate que « la liaison Micheville poursuit l'objectif de la création d'une liaison routière de haut niveau (...) afin de permettre aux navetteurs lorrains actifs dans notre pays de se rendre plus facilement vers la Ville de Luxembourg et ses zones périphériques par une route rapide, sûre et confortable. »

L'invasion des Democracy Snatchers

« Who's driving the agenda at DG Enterprise ? », c'est ce que se demande le regroupement d'ONG bruxellois « Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation » (Alter-EU). Non, ce ne sont pas les extra-terrestres qui donnent le cap à la « Direction générale Entreprise », qui d'ailleurs n'est pas un vaisseau spatial. Encore que... Le rapport que vient de publier Alter-EU analyse la composition des « groupes d'experts » de la DG en question, et le résultat fait un peu penser au film « Body Snatchers », dans lequel des extraterrestres s'emparent subrepticement des corps des humains. Sauf que là il s'agit du corps et de l'âme de la chose publique. En effet, les fameux groupes d'experts qui conseillent les fonctionnaires de la Commission européenne - et qui parfois établissent l'essentiel des directives - sont dominés par les grandes compagnies. Deux tiers des 482 conseillers externes de la DG Entreprise sont ainsi au service du « Big Business », alors que les représentants des ONG arrivent à 8 %, les PME à 5 % et les syndicats tout juste 1 %. Alter-EU recommande à la Commission une révision en profondeur de la composition des groupes d'experts et l'introduction de garde-fous contre la domination du lobby des grandes entreprises.